

Communiqué de presse

De François Rivet, Candidat tête de liste de l'union pour les municipales d'Antony en 2014, rassemblant Citoyens à Antony, Défi pour Antony, EELV, le PRG et le PS.

RUA : A peine signé, l'accord sur la réhabilitation de la RUA et les nouveaux logements à construire est bafoué par la Communauté d'Agglomération des Hauts de Bièvres (CAHB) qui reprend ses destructions de logements étudiants

En effet l'accord trouvé le 25 juin 2013 entre l'Etat et le Conseil Général des Hauts-de-Seine, la Communauté d'agglomération des hauts-de-Bièvre, la Ville d'Antony convient :

- de conserver sur la résidence 1080 logements étudiants,
- de compenser les places perdues depuis la destruction du bâtiment C à hauteur de 1200 logements nouveaux prioritairement implantés dans le périmètre de la Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre et dans les communes limitrophes,
- de prévoir la construction de 3000 logements supplémentaires à l'échelle du département des Hauts-de-Seine.
- des loyers de sortie toutes charges comprises dans les limites fixées pour les aides régionales ;
- la création d'un Comité de suivi associant l'Etat, les collectivités, le CROUS et les étudiants afin de garantir et de mettre en œuvre cet accord avec la publication des nouveaux programmes éventuellement associés aux destructions.

Or, hier 2 juillet 2013, à peine 3 jours après la signature de l'accord, la Communauté d'Agglomération des Hauts de Bièvres (CAHB) a commencé la destruction du bâtiment H de la résidence universitaire d'Antony comprenant 91T2 de 27 m2, pouvant héberger 180 étudiants.

Je suis profondément choqué mais pas étonné par la brutalité et le cynisme avec lesquels la Communauté d'Agglomération des Hauts de Bièvres détruit sans attendre la première réunion du comité de suivi institué par l'accord qu'elle a signé il y a 3 jours et qui a pour mission d'autoriser et de suivre dorénavant la mise en œuvre de l'accord.

Cet accord à peine signé est donc déjà bafoué par la CAHB avec le concours du CG 92 qui avance les 837 000 euros nécessaires à l'opération de destruction.

Cette action vient malheureusement confirmer la nécessité de mesures beaucoup plus contraignantes pour faire respecter un accord, que nous avons déjà jugé mauvais pour la RUA, par un signataire qui n'a et loin s'en faut pas respecté le plan de 3000 logements étudiants sur le département qu'il avait pourtant promis à l'état de construire entre 2008 et 2013!

Avec l'ensemble des partis et associations de gauche qui viennent de sceller l'union pour les municipales de 2014 à Antony, je demande l'arrêt total des démolitions sur le site tant que le comité de suivi n'a pas acté un plan d'ensemble de réhabilitation sur le site de la RUA comprenant d'abord des reconstructions/réhabilitations, l'utilisation optimale de toute des capacités existantes et la garantie de loyers de sortie très sociaux pour toute nouvelle opération.